

Commission : Éducation et culture
Question : Le contrôle d'internet
Auteur : Venezuela

Jusqu'à présent, Internet est demeuré, au Venezuela, une espèce de privilège réservé à un groupe réduit de la population, limitant le développement culturel du reste de la population vénézuélienne, mais aussi le développement du pays à proprement parler.

La raison principale est la suivante : actuellement, l'accès à internet est assuré par des sociétés privées, et tous les habitants ne peuvent malheureusement s'offrir leurs services. On peut par ailleurs ajouter que la connexion internet à haut débit ne couvre pas même la moitié du pays. Le Venezuela pense qu'il serait grand temps qu'internet soit un bien garanti à tous, en tant que service public. De cette manière, ce sera l'État qui couvrira les frais d'installation et veillera à ce que ce moyen d'information et de communication soit accessible à tous, en tant que nouveau droit revendicable par chacun, et non plus réservé à l'élite économique et autres entreprises privées.

Internet sera, pour commencer, installé dans les entreprises publiques, hôpitaux, collèges, lycées, partout où le besoin s'en fait sentir et où la population ne peut s'en offrir l'accès.

Cette mesure favorisera l'éducation des Vénézuéliens les plus désireux d'apprendre, et ces derniers pourront chercher et trouver des informations plus facilement et plus rapidement, ce qui aboutira à une meilleure formation académique des habitants vénézuéliens. Cette initiative contribuera donc à l'élargissement des connaissances de l'ensemble de la population.

Cette mesure présente aussi des avantages pour la culture du pays, culture qui est fortement liée à l'éducation de sa population. Les Vénézuéliens pourront partager leurs idées et leur culture d'une manière plus libre, et mieux comprendre la situation actuelle du monde, grâce à ce moyen d'information rendant l'ensemble de la planète accessible à portée de clic. L'image du Venezuela, pays en voie de développement ayant besoin de changements et d'aide extérieure, s'en trouvera par ailleurs grandement améliorée aux yeux des autres pays du monde, qui semblent ne pas toujours le comprendre. Cette méthode favorisera enfin l'essor technologique du Venezuela ; l'accès à internet est fondamental : il s'agit d'un premier pas qui nous permettra d'aller toujours plus loin dans le monde technologique, pour finalement atteindre le niveau des pays dits développés – et qui sait, un jour, les dépasser.

Dans le monde des innovations technologiques, le Venezuela ne sera jamais en mesure de rivaliser avec des pays comme la Chine, par exemple, si Internet demeure entre les mains des sociétés privées.

Enfin, on pourrait imaginer l'extension de cette mesure à l'ensemble des pays dans lesquels l'accès à internet n'est pas garanti par l'État, mais seulement par des groupes privés, une telle solution ne présentant que des avantages, comme nous l'avons précédemment montré.

Après avoir garanti l'accès à tous, on ne doit pas oublier d'évoquer le contenu même d'Internet, une ressource pleine d'avantages mais qui n'est pas sans risques qu'il nous faut essayer d'éviter.

La propagande djihadiste en est un exemple. L'État Islamique, depuis longtemps, recrute des candidats au terrorisme de tous les pays par le biais d'Internet, qui lui facilite grandement le travail. Leurs nombreux exemplaires de propagande finissent parfois par convaincre les personnes les moins concernées à priori par le djihad, qui rejoignent les rangs des terroristes.

L'Internet offre des possibilités infinies, et change trop rapidement pour espérer en contrôler absolument tout les aspects, mais il nous faut néanmoins veiller à ce que la propagation d'informations dangereuses pour la stabilité des États ne s'y effectue pas, en censurant les sites, articles, images et même les entreprises qui pourraient leur nuire.

La réponse doit être la même avec les sites permettant de pirater films et musique, et plus implacable encore avec d'autres actions illégales comme le trafic d'armes, de drogue ou le trafic d'êtres humains et la prostitution des femmes et enfants.

Mais comme nous l'avons montré précédemment, le Venezuela (comme d'autres pays en voie de développement) doit, avant toute chose, faire en sorte que l'ensemble de sa population puisse bénéficier de cet outil formidable. La question de son contrôle se posera par la suite.